

Dans le cadre de sa nomination à la présidence du Conseil supérieur des Professions économiques, Jean-Paul Servais a reçu une délégation de l'IEC, composée de MM. Johan De Leenheer (président), Gérard Delvaux (vice-président) et Philip Van Eeckhoute (secrétaire général). L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère très cordiale et a permis à la direction de l'IEC de baliser les grandes questions sur lesquelles nos membres peuvent s'interroger. M. Jean-Paul Servais a d'ailleurs profité de cet entretien pour confirmer qu'il comptait assurer une meilleure visibilité des professions économiques notamment en prenant, en concertation avec les différents instituts concernés, de nouvelles initiatives de nature scientifique ou faisant suite à des initiatives gouvernementales, que ce soit dans le cadre de la future loi sur la participation des travailleurs aux bénéfices de l'entreprise ou dans d'autres législations.

De nouveaux les professions

JEAN-PAUL SERVAIS

IEC : Quel est le but précis des différents groupes de travail que vous venez d'instaurer ?

Jean-Paul Servais : Nous avons convenu que les différents instituts nous feraient part de leurs propositions et de leurs souhaits, par rapport à différentes initiatives proposées par les membres du Conseil supérieur des Professions économiques quant à la mise sur pied de groupes de travail dans des matières dans lesquelles le conseil supérieur pourrait apporter une valeur ajoutée. Je tiens à préciser que le but de ces groupes de travail n'est pas de se préoccuper de l'organisation interne des instituts. Pareille organisation relève, bien entendu, de l'autonomie des instituts et des professions libérales concernées. Le but du Conseil supérieur est à cet égard tout autre : il consiste à voir quelles sont les matières dans lesquelles une réflexion en commun, autour d'une même table, permettrait d'accélérer les choses, notamment en permettant à des membres de l'Institut des Experts-comptables et des Conseils fiscaux, à des membres du staff de l'IEC, de participer à des réunions préparatoires, en vue d'apporter des éclaircissements pouvant contribuer à la formation des avis du Conseil supérieur. Dans cette

perspective et selon la matière traitée, les groupes de travail appelés à être mis sur pied progressivement seront des groupes dits "bilatéraux" (en ce sens qu'ils associeront des représentants de l'institut concerné et du Conseil supérieur) ou "multilatéraux" s'il s'agit de groupes associant des représentants de différents instituts intéressés par le thème de réflexion appelé à être débattu, en termes techniques, au sein de ce groupe de travail. Il va par ailleurs de soi que seul le Conseil supérieur, en formation plénière, est compétent pour approuver, le cas échéant, des projets d'avis ou de recommandations émanant du Conseil supérieur.

IEC : C'est donc vraiment une collaboration étroite qui va s'installer entre les instituts et votre conseil.

Jean-Paul Servais : Sans aucun doute. Non seulement, je m'en réjouis, mais encore, je dois ajouter que c'est un renouveau pour le Conseil supérieur des Professions économiques. Ce renouveau est essentiel car c'est la participation des représentants des instituts et des professionnels à cette réflexion qui contribuera entre autres à cette valeur ajoutée à laquelle j'ai déjà fait allusion auparavant. Je ne puis que m'en féliciter et souhaiter que l'on continue sur un si bon chemin.

défis pour économiques

IEC : Sur quelles matières vont plancher ces groupes de travail ?

Jean-Paul Servais : J'aimerais préciser que nous n'avons pas classé ces groupes de travail par ordre d'importance. Nous avons proposé aux instituts de décider librement du choix de leurs priorités. C'est ce qu'a fait l'IEC en soulignant, je crois que ce n'est pas une surprise, l'importance du groupe de travail consacré à l'accès à la profession, qu'il s'agisse de celles (au demeurant complémentaires) d'expert-comptable ou de conseil fiscal. Les autres instituts ont formulé d'autres priorités et c'est finalement bien ainsi. C'est vrai que pour l'instant, l'actualité économique et politique a incité le Conseil supérieur à davantage se focaliser sur la profession de réviseur d'entreprise et sur l'indépendance requise pour l'exercice de cette fonction que je qualifierais comme étant de nature "sociétale". L'avis que le Conseil a rendu récemment à ce propos ne porte d'ailleurs pas préjudice à une réflexion que l'on pourrait avoir en termes de "corporate governance" à propos de l'exercice d'autres professions économiques. Je crois cependant qu'il est utile de se pencher sur d'autres professions, en l'occurrence l'expertise-comptable et le conseil fiscal, en essayant de voir ensemble quelles sont les réponses que nous pouvons apporter, tous ensemble, aux multiples interrogations qui se posent à l'heure actuelle en matière d'accès à la profession.

En ce qui concerne de manière plus précise la problématique de l'examen à l'admission au stage d'expert-comptable et/ou de



La participation des professions économiques à la réflexion entamée par le Conseil supérieur est non seulement nécessaire mais est également source de valeur ajoutée.

conseil fiscal, le Conseil supérieur a examiné, lors de sa dernière réunion en date et d'une manière générale les différents avant-projets d'arrêtés royaux relatifs à l'accès à la profession d'expert-comptable et/ou de conseil fiscal qui ont été soumis pour avis. De cette discussion préliminaire, il ressort que le Conseil supérieur souhaite mettre à l'ordre du jour de la pro-

chaine réunion un certain nombre de points qui peuvent être présentés comme suit en termes méthodologiques. Les membres du Conseil supérieur ont tout d'abord émis le souhait d'examiner les matières couvertes par cette première épreuve. La situation est évidemment différente pour les experts-comptables que pour les conseils fiscaux dans la mesure où l'arrêté royal soumis pour avis remplace des arrêtés royaux d'avril 1990 relatifs à l'accès à la profession d'experts-comptables. On se trouve dès lors avec une disposition partiellement "connue" pour ce qui

concerne les experts-comptables mais également des dispositions complètement nouvelles en ce qui concerne les conseils fiscaux. Le Conseil supérieur sera par ailleurs particulièrement attentif à la problématique des dispenses liées à l'examen d'admission au stage de manière à éviter tout expectation gap en la matière.

D'autres points seront également examinés par le Conseil supérieur. On citera, à titre d'exemples, la date de commencement du stage, les matières couvertes par les épreuves intermédiaires au cours du stage de l'expert-comptable ou du conseil fiscal mais également le statut, la composition et les missions confiées à la Commission du Stage.

Le Conseil supérieur est également chargé d'émettre un avis sur des textes visant à transposer en droit belge la directive 89/48/CEE du 21 décembre 1988 relative à un système général de reconnaissance des diplômes d'enseignement supérieur qui sanctionnent des formations professionnelles d'une durée minimale de trois ans.

Ces dispositions visent à permettre aux ressortissants des autres États membres ayant obtenu leur diplôme dans leur pays d'origine (ou dans un autre pays de l'Union Européenne) d'accéder aux professions réglementées dans un autre État membre de l'Union Européenne.

D'autres groupes de travail que le Conseil et les différents instituts concernés ont décidé de commun accord de mettre sur pied progressivement, devraient envisager différents aspects de

la société multiprofessionnelle, de la lutte contre le blanchiment ou encore de différentes normes de l'IFAC (Assurance engagement,...). En ce qui concerne de manière plus précise la problématique du blanchiment d'argent, il est clair que nous allons examiner les résultats des concertations antérieures qui avaient été organisées à cet égard avec les représentants des différentes professions économiques. Mais il faudra peut être tenir compte d'un élément nouveau, à savoir, les développements découlant au niveau européen de l'accord politique existant à propos de la directive "blanchiment", notamment en matière d'extension de son champ d'application à différentes professions libérales (avocats,...).

IEC : Mais ce n'est pas l'unique groupe de travail qui va être activé ou "réactivé" ?

Jean-Paul Servais : Non, bien entendu. Dans le cadre d'un autre groupe de travail, nous tenterons d'évaluer l'impact de l'éventuelle application obligatoire des normes IAS dans le cadre des activités et des compétences des professions économiques. Evidemment, il ne s'agit pas de se pencher sur le contenu technique des normes ou du champ d'application rationae personae et materiae (uniquement les sociétés cotées, utilisation obligatoire des normes IAS pour les seuls comptes consolidés ou également pour la reddition de comptes statutaires, quid de la connexion en droit belge entre le droit comptable et le droit fiscal,...). C'est au demeurant le rôle des autorités politiques nationales et d'organes consultatifs de normalisation comptable tels que la Commission des Normes comptables – mais il s'agit plutôt d'envisager ce que cela change concrètement pour les professions économiques. Dans l'exposé des motifs afférent à sa proposition de règlement européen sur l'application des normes IAS, la Commission européenne relève elle-même qu'il importe qu'entre autres les utilisateurs, les préparateurs et la profession comptable soient associés dès les premiers stades à l'élaboration des normes au niveau international et à l'évaluation technique de ces normes avant leur adoption par l'Union européenne. Vous vous en doutez, les groupes de travail ne s'arrêtent pas uniquement aux sujets précités. C'est ainsi qu'un groupe de travail responsable de la réflexion sur l'évolution du secret professionnel devrait également avoir un rôle important à jouer. En tout cas, c'est un domaine en constante évolution et il est légitime de s'interroger sur l'éventuelle valeur ajoutée que le

Le législateur propose une nouvelle mission notamment pour les experts-comptables sous la forme d'une évaluation de la valeur de l'action distribuée aux travailleurs.



Conseil supérieur pourrait apporter en la matière. Je profite de cette interview pour rappeler qu'il nous faudra, sans doute, également intégrer à nos groupes de réflexion des personnalités externes au Conseil et aux Instituts. Prenons le cas du groupe de travail relatif au secret professionnel : il est clair que l'apport de spécialistes de telles matières fort techniques peut être appréciable. C'est un "input" qu'il ne faut pas négliger.

IEC : Y a-t-il un timing précis pour toutes ces matières ?

Jean-Paul Servais : Pas à l'heure actuelle. Le timing est un peu tributaire du calendrier politique. Le Conseil supérieur "nouvelle mouture" n'est sur pied que depuis peu. Mais il est clair que les membres et les collaborateurs du Conseil supérieur souhaitent s'impliquer de manière proactive dans les différents dossiers qui sont sur la table du Conseil supérieur et comptent bien mettre tout en œuvre pour soutenir les professions économiques dans leur développement.

IEC : Quelles sont les initiatives que vous comptez entreprendre afin d'assurer une meilleure visibilité des professions économiques ?

Jean-Paul Servais : Pour ma part, je vois surtout un développement de la visibilité en deux axes majeurs.

Le premier est d'ordre scientifique. J'aimerais promouvoir tout ce qui permet de contribuer à la recherche en Belgique en matière de droit des comptables et autres professions économiques et de droit comptable. Que ce soit en termes de colloques ou de recherche scientifique à soutenir.

Le second axe vise à soutenir et accompagner l'encadrement de nouvelles missions ou de nouvelles activités aux membres des professions économiques et aux experts-comptables et conseils fiscaux en particulier. Je ne citerai à cet effet qu'un seul exemple: celui du projet de loi relative à la participation des travailleurs au capital et aux bénéficiaires des entreprises, projet qui vient d'être adopté à l'unanimité par la Commission des Finances de la Chambre des Représentants.

Il convient à cet égard de savoir que le Gouvernement a inséré dans le projet de loi une disposition qui permet le recours aux services des réviseurs et des experts-comptables externes dans le cadre du calcul de la base imposable prévue par le

projet de loi en cas de participation des travailleurs au capital de l'entreprise concernée. Le gouvernement a proposé une formule selon laquelle, on pourrait envisager le système suivant: chaque fois qu'il y a distribution sous forme d'actions non cotées en bourse, la valeur de l'action sera déterminée par la société concernée, sur avis conforme rendu soit par un réviseur d'entreprises soit par un expert-comptable externe. On répare ainsi en quelque sorte l'oubli du législateur dans le cadre de la loi sur les stock-options adoptée à la fin de la législature précédente. Le gouvernement a par ailleurs annoncé de mettre en place un système optionnel et non obligatoire de rulling et ce toujours dans le cadre de la valorisation des actions non cotées.

Toujours dans le but d'assurer une meilleure visibilité des professions économiques, il pourrait être envisagé d'organiser une réflexion – dans le cadre d'une revalorisation des start-up et des PME – visant à assurer la viabilité de ces start-up.

IEC : Pour nos lecteurs qui ne suivent pas nécessairement de près l'évolution législative, pouvez-vous nous rappeler en quelques phrases l'importance de ce projet de loi relative à la participation des travailleurs ?

Jean-Paul Servais : Volontiers. Il faut savoir que l'actuel Gouvernement s'est fixé comme objectif la création d'un cadre légal qui doit permettre de rendre la participation des travailleurs plus attrayante en Belgique. La philosophie qui sous-tend cet objectif consiste à mettre en exergue que la participation des travailleurs doit être à même d'offrir d'importants avantages de natures diverses. En effet, dans le nouvel environnement concurrentiel, seules les entreprises qui stimulent la collaboration interne de tous les travailleurs peuvent préserver leur croissance et accroître leur rentabilité, tout en augmentant le bien-être de ses travailleurs. Mais, à l'inverse d'autres pays environnants, il manquait dans l'arsenal des mesures législatives existantes en Belgique, un instrument qui, à l'instar de ce qui existe notamment en France, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas et en Allemagne, permette à l'ensemble des travailleurs de bénéficier de la rentabilité de l'entreprise ou du groupe pour lequel ils travaillent. En effet, seuls 5% des employés en Belgique participent aux profits de leur entreprise. Chiffre qu'il faut comparer avec celui des Pays-Bas (13%), de la Grande-Bretagne (13%) et de la France (26%).

IEC : Comment expliquez-vous une telle différence dans les chiffres ?

Jean-Paul Servais : En raison de certaines réticences, liées notamment à l'appréciation et à l'implication des travailleurs par rapport aux pertes et profits dégagés par leur entreprise ou leur groupe. Pour tenir compte de ces réticences, le gouvernement avait confié au professeur Paul De Grauwe le soin de présider un groupe de travail sur ce thème délicat. Il l'a fait avec beaucoup d'application et de nuance dans la démarche suivie à cet effet puisque sa note de synthèse a fait l'unanimité au sein de la coalition politique actuelle mais aussi au Parlement. Les lignes de force de ce rapport ont depuis lors été traduites en projet de loi. Lorsque la loi en projet entrera en vigueur, ce qui ne saurait tarder, il sera possible de motiver financièrement tous les travailleurs, soit en liquide (avec une imposition de 25% sous forme de taxe retenue à la source + 13,07% de cotisations personnelles de solidarité), soit en actions, (avec une seule retenue à la source de 15%. Dans le second cas, l'imposition est moindre de manière à tenir compte du risque ("papier") plus élevé consenti par le travailleur et son implication plus forte dans la vie de l'entreprise. C'est dans ce cadre-là que le législateur propose une nouvelle mission notamment pour les experts-comptables sous la forme d'une évaluation de la valeur de l'action distribuée aux travailleurs.

IEC : Où en est-on dans le dossier relatif à la publicité des professions économiques ?

Jean-Paul Servais : Il est encore trop tôt pour en parler aujourd'hui, mais le dossier a été mis à l'ordre du jour de la prochaine réunion du Conseil supérieur, en vue de voir quelle est la position des membres du Conseil. C'est un dossier qui suit donc son cours naturel. Il va de soi qu'il

faut examiner ce dossier en tenant compte de l'évolution du cadre légal européen et belge. On songe bien évidemment à l'importance de la cohérence du document soumis par rapport aux initiatives du ministre de la Justice en matière de publicité comparative.

IEC : Dans un tout autre domaine, quelles sont, d'après vous, les conséquences pour les entreprises belges, de l'adoption des normes IAS par la Commission européenne, annoncée dans une communication de la Commission du 13 juin 2000 ?

Jean-Paul Servais : Si le Règlement européen du 20 décembre 2000, publié le 13 février 2001, devait être adopté, cela signifierait qu'en Belgique, on passerait d'un système de dérogation applicable aux seules sociétés ("global players") qui souhaitent, sur une base volontaire, passer à un autre référentiel à une obligation légale pour certaines catégories de sociétés (à tout le moins les sociétés cotées en bourse), voire pour toutes les sociétés, en matière d'établissement de comptes consolidés. Cette obligation pourrait également être étendue à l'établissement de comptes annuels statutaires, mais cette décision ne serait pas sans conséquence dans la mesure où il existe en Belgique un lien étroit entre les règles comptables et la base imposable des entreprises. Je tiens à rappeler que la Commission européenne a proposé l'adoption d'un règlement et non d'une directive européenne. La différence essentielle est que le règlement est directement applicable (en tout cas pour ce qui concerne l'obligation minimale – en l'occurrence l'utilisation des normes IAS pour l'établissement des comptes consolidés par les sociétés cotées en bourse).

Par contre, en ce qui concerne le champ d'application rationae personae et materiae du règlement dans le cadre juridique belge, différentes décisions de principe devront être prises à moyen terme. Ces décisions peuvent d'ailleurs être présentées de manière synthétique sous la forme de questions.

- Faut-il maintenir le principe d'unité des comptes ?
- Dans les secteurs particuliers des établissements de crédit ou des entreprises d'assurances, faut-il ou non étendre cette obligation nouvelle à toutes les sociétés de ces deux secteurs d'activités en vue de garantir la comparabilité des chiffres publiés ?
- Faut-il étendre l'obligation d'établir des comptes consolidés (voire statutaires) à certaines catégories d'entreprises, autres que les établissements de crédit et les sociétés d'assurances ?
- Faut-il anticiper dans le cadre de la transposition en Belgique la date de 2005 ou 2004, soit les deux calendriers arrêtés à l'heure actuelle au niveau européen ?

Je pense qu'un débat quant au fond devrait pouvoir être entamé à court terme de manière à ce qu'une position claire puisse être prise par le gouvernement belge et ce, avant que les normes européennes ne soient adoptées. Une autre question fondamentale en matière de formation des professions économiques du référentiel IASC est de savoir s'il faut ou non maintenir le système des dérogations. La réponse à cette question comporte deux volets : primo, d'ici 2005, le système de dérogation mis en place dans les années nonan-



Pour permettre l'établissement des comptes consolidés en conformité avec les normes IAS, il importe que les sociétés concernées fassent un effort de formation très important, sans oublier de réorganiser leurs services comptables.

te devrait pouvoir rester en place dans la mesure où il permettra aux sociétés qui souhaitent anticiper la date de 2005, de passer plus rapidement aux normes IAS pour l'établissement de leurs comptes consolidés. Secundo : dès que la directive aura été transposée dans le cadre légal belge, l'utilité du maintien du système dérogatoire dépendra du champ d'application retenu par le gouvernement.

IEC : Que voulez-vous dire par là ?

Jean-Paul Servais : Si toutes les sociétés soumises à l'établissement de comptes consolidés doivent le faire en conformité avec les normes IAS, le système dérogatoire n'aurait plus de raison d'être. Par contre, si le champ d'application est limité à certaines catégories de sociétés – par exemple, les sociétés cotées en Bourse – le système dérogatoire garderait toute son utilité car il permettrait aux sociétés de passer de manière progressive d'une catégorie de sociétés – celles qui sont soumises au droit belge pour l'élaboration de leurs comptes consolidés – à l'autre catégorie – celles qui sont soumises aux normes IAS pour l'élaboration de leurs comptes consolidés. Une telle approche de passage progressif et volontaire pourrait inciter les professionnels de la comptabilité et le cas échéant de la fiscalité d'avoir une démarche proactive en matière d'apprentissage des nombreuses facettes de ce nouveau référentiel dont la philosophie sous-jacente n'est pas nécessairement la même que celle qui a prévalu jusqu'à présent en matière de développement du droit comptable belge. Loin de là s'en faut pour certains traitements comptables!

IEC : Peut-on évoquer d'autres conséquences liées à cette communication de la Commission européenne du 13 juin dernier ?

Jean-Paul Servais : Il y en a plusieurs, bien entendu. Pour pouvoir établir des comptes consolidés conformes aux normes IAS à partir de 2005, il importe que les sociétés concernées soient prêtes à très court terme en matière de formation de leur personnel et en matière d'adaptation du

système d'organisation comptable, mis en place au sein de chaque société, chargé de collecter l'information et de la traiter de manière adéquate si les comptes statutaires des différentes entités du groupe belge continuent à être établies conformément aux normes comptables belges actuelles. Cet effort de formation sera d'autant plus significatif lorsque l'on sait qu'en Belgique, peu d'institutions universitaires ou d'établissements d'enseignement de type long à ce jour reprennent dans leurs programmes un cours de normes comptables internationales, ne serait-ce qu'à titre optionnel. De nombreux cadres de sociétés et membres des professions économiques, tels que les experts-comptables et les conseils fiscaux, devront dès lors se former très rapidement pour être en mesure de relever le défi de notre politique européenne.

IEC : Il y a aussi des problèmes de traduction qui vont apparaître ?

Jean-Paul Servais : Tout à fait. Imposer l'utilisation des normes IAS à certaines catégories de sociétés implique l'existence d'une traduction de ces normes dans les trois langues nationales. Il nous semble à cet égard qu'il appartient à la commission européenne de coordonner ce travail de traduction et de faire reconnaître officiellement ces traductions par les instances de l'IASC. Il convient à cet effet de souligner avec force que l'Union européenne serait la première zone géographique internationale au sein de laquelle la normalisation IASC serait rendue applicable à des groupes significatifs de sociétés publiant des comptes consolidés. Il s'agit là d'une nouvelle donne politique d'autant plus appréciable qu'elle n'est plus nécessairement liée à une quelconque obligation de reconnaissance du référentiel IASC par les autorités boursières américaines. En effet, de nombreuses sociétés cotées sur tel ou tel marché boursier européen ne seront pas nécessairement intéressées par une introduction en bourse aux Etats-Unis. Il s'agit là d'un fait nouveau qu'il convient de mettre en avant de manière adéquate lors de négociations avec les autorités américaines. Mais ce n'est pas là qu'une des conséquences les plus significatives, il y en a d'autres, bien entendu. Il faut, par exemple, que les entreprises soient conscientes que l'utilisation des normes IAS devrait entraîner un renforcement de l'attractivité des marchés européens, par ailleurs en perpétuel mouvement, d'alliances et de regroupements. La confrontation des traditions juridiques prévalant au sein de l'Union européenne ne sera pas forcément sans conséquences sur les risques éventuels d'actions en responsabilité encourues par les sociétés cotées. Mais nous n'en sommes pas encore là. Je crois, pour ma part, qu'il faut plutôt se réjouir de ces changements et faire preuve – comme le font chaque jour les membres de votre Institut – d'adaptation aux nouvelles règles du marché. Pour le reste, et c'est là ma conclusion provisoire, je constate que les rapports entre votre Institut et le Conseil sont au beau fixe. Mes relations avec l'Institut ne datent pas d'hier, j'ai au fil du temps, noué d'excellents contacts avec les instances dirigeantes de l'IEC et je compte bien, dans le cadre de mes nouvelles fonctions, faire en sorte que cet esprit de collaboration et de sympathie réciproque soit au cœur de nos relations.